

**Réunion publique « de restitution » suite à la visite
du 29 mars 2019 à l'Élysée**

Mardi 9 avril 2019 à 18h30 – Salle du Conseil municipal

Propos d'introduction de M. le Maire de Marly Fabien THIEME

Le 17 novembre dernier naissait un mouvement social d'un genre nouveau, d'une ampleur nouvelle ; issu du ras-le-bol des Françaises et des Français face à des conditions de vie et de travail toujours plus dures. Au cœur des revendications, notamment : la hausse des prix des carburants*.

* 1^{re} mesure proposée par le Gouvernement : un moratoire de six mois sur la hausse des taxes sur le prix du carburant ; une mesure de façade qui n'équivaut pas à une abrogation pure et simple, et qui n'empêche surtout pas la poursuite de la flambée des prix du carburant à la pompe, dans le sillage du cours du pétrole.

La Ville de Marly a immédiatement adhéré à ce mouvement, **ouvrant dès la mi-décembre les Cahiers de doléances**, cahiers de la colère et de l'espoir*.

* Annonce en conseil municipal du 12 décembre ; mise en œuvre le 17 décembre ; Marly fut parmi les premières villes de France à le faire.

D'autant que, parallèlement, se menait dans notre arrondissement le combat pour ASCOVAL, l'aciérie de Saint-Saulve en lutte depuis quatre ans pour sa sauvegarde. L'offre de reprise du franco-belge Altifort ayant été récemment rejetée par le tribunal de Strasbourg, le repreneur n'ayant pas les fonds nécessaires, les regards se tournent aujourd'hui vers le Britannique British Steel, poids-lourd de la sidérurgie, dont la proposition est jugée crédible.

C'est dans ce contexte que, le 29 mars dernier, j'ai accepté de compter parmi les élus des Hauts-de-France conviés par le Président de la République dans le cadre du Grand Débat National.

Un débat né à marche forcée, - le Président de la République ayant été poussé par un mouvement social qui ne faiblissait pas -, qui devait s'articuler autour de quatre grandes thématiques :

- la fiscalité et les dépenses publiques,
- l'organisation de l'Etat et des services publics,
- la transition écologique,
- la démocratie et la citoyenneté.

Par respect républicain, et parce que je reste persuadé qu'en matière de combat politique, il faut savoir occuper tous les terrains, j'ai accepté cette invitation qui m'a notamment permis de

remettre au chef de l'Etat les 1 025 témoignes réunis au sein des Cahiers de doléances.

Lors de l'échange qui s'est déroulé dans l'après-midi, au cours duquel les maires de notre région ont pu prendre la parole, le Président de la République s'est engagé sur plusieurs dossiers d'envergure pour notre région :

- Concernant le **canal Seine Nord**, les travaux seront lancés au deuxième trimestre de l'année 2020, avec une intervention de l'Europe à hauteur de 50 %*.

* Pour mémoire, ce vaste chantier représentera 8000 créations d'emplois pendant la période des travaux, et le double lors de son entrée en fonctionnement.

- Par ailleurs, le chef de l'Etat a demandé **une deuxième étude, s'agissant la desserte des gares TGV dans les Hauts-de-France**, dont Valenciennes, Douai, Hazebrouck, Arras et Dunkerque.
- Il a en outre annoncé le maintien des crédits promis dès mars 2017 par le Premier ministre de l'époque, Bernard CAZENEUVE, « pour le **renouveau du Bassin minier** »*.

* Cet engagement prévoyait entre autres la réhabilitation de 23 000 logements sur 10 ans, et le développement de l'emploi local et des filières d'excellence.

A cela vient s'ajouter « l'amendement Roussel », qui prévoit un dispositif d'exonération fiscale des petites et moyennes entreprises de ce « bassin urbain à dynamiser » avec, pour objectif premier, des créations d'emplois.

- Et confirmé le doublement des crédits pour l'ANRU, avec des retombées attendues pour Marly (100 millions d'euros sur dix ans).

Le moment venu, nous saurons évidemment rappeler le Président de la République aux promesses formulées ce vendredi 29 mars. Et à la somme des attentes exprimées dans le cadre des Cahiers de doléances.

Car il est évident que le compte n'y est pas, s'agissant notamment du pouvoir d'achat des Françaises et des Français.

Tout au long du mouvement social de ces derniers mois, j'ai pour ma part évoqué divers points :

- La hausse du SMIC de 200 euros,

- La suppression de l'augmentation de la CSG de 1,7 % sur les pensions et retraites, et la revalorisation de ces dernières (rien en dessous de 1 400 euros !),
- Le rétablissement de l'Impôt sur la fortune (ISF),
- Plus de moyens pour l'enseignement, de la maternelle à l'université ; les hôpitaux et les maisons de retraite,
- Le maintien des services publics de proximité (notamment dans les territoires ruraux : bureaux de poste, écoles) ; des douanes,
- Une attention particulière portée à la jeunesse...

Le fait que le cap des 1 000 témoignages ait été franchi en quelques semaines seulement, depuis la mi-décembre, prouve que les habitants ont des choses à dire, des espoirs, **des attentes fortes et légitimes.**

D'autant que dans notre pays, en Europe, **l'argent coule à flots. C'est l'argent de l'évasion fiscale**, estimée aujourd'hui à 100 milliards d'euros en France (1000 milliards en Europe).

Ce manque à gagner pour l'Etat prive ainsi chaque année le pays de moyens qui pourraient être investis dans les équipements et services publics, l'école, la santé, la culture...

C'est l'argent des GAFAs, les géants du Web (Google, Amazon, Facebook, Apple) que l'Assemblée nationale a décidé hier de taxer, avec pour objectif **une recette de 400 millions d'euros.**

Mais la réalité de notre pays, c'est aussi la baisse constante des dotations aux collectivités locales. Concernant la suppression totale de la taxe d'habitation à l'horizon 2021, on ne sait toujours pas de quelle manière elle sera compensée. Encore un manque à gagner pour nos villes !*

* Depuis 2013, Marly a ainsi perdu 2,2 millions d'euros (1.191 767 euros de perte de dotations, auquel s'ajoute 1.012 000 euros de charges supplémentaires).

Alors que se profilent les conclusions du Gouvernement sur le Grand Débat National, l'heure est à la vigilance. Nous devons continuer à nous battre, à agir pour être entendus.

Les questions liées au pouvoir d'achat des Françaises et des Français, au devenir économique et social de nos régions, au maintien des services publics de proximité, à la transition écologique... sont d'autant plus prégnantes qu'approchent les élections européennes.

Les débats vont faire émerger d'autres réalités : celles de l'impact des politiques européennes sur la consommation des Françaises et des

Français ; sur l'environnement ; sur le développement économique et social des pays...

A ce propos, je prendrai l'exemple de **nos Douanes, actuellement menacées par les mises en concurrence en cours à l'échelle européenne, elles-mêmes nées du manque d'harmonisation des politiques européennes en la matière.**

Pourtant, une autre Europe est possible : une Europe de paix, de solidarité ; une Europe des peuples.

J'en terminerai en évoquant les temps forts et les grands moments qui ont ou vont marquer la vie de notre Ville de Marly.

Je pense tout d'abord à la pose de **première pierre du futur restaurant scolaire Marie Curie et de sa salle d'activités. Un investissement de près de 1,9 million d'euros.**

Ou bien encore à **l'inauguration du nouveau LIDL et de son giratoire, rue Paul Vaillant Couturier. Six mois de travaux et un investissement de 3,5 millions d'euros, y compris la construction du rond-point de l'avenue (300 000 euros), entièrement pris en charge par LIDL.**

En mai prochain sera donné le premier coup de pioche du **futur boulevard urbain. Un chantier de 7 millions d'euros porté et**

intégralement financé par notre Agglomération, inscrit dans le cadre des projets structurants pour notre ville.

J'ajouterai à cela **les 100 millions d'euros attendus pour le quartier de la Briquette, au titre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (ANRU 2), qui passera par :**

- la résidentialisation de centaines de logements,
- la réfection des voiries, trottoirs, de l'assainissement, des espaces publics et espaces verts,
- la construction d'une nouvelle école commune à nos deux villes : Marly et Valenciennes, dotée d'un nouveau restaurant scolaire, au bénéfice de 500 enfants, et ce sur la Briquette Marly
- Sans oublier la création d'une zone d'activités économiques de 4 hectares pour les PME-PMI.

A ce propos, j'évoquerai l'excellente nouvelle que constitue l'arrivée d'Eiffage à Marly, avec ses 200 salariés.

Parce que l'emploi demeure au cœur de nos préoccupations, je citerai encore **le Forum de l'Emploi et du Développement économique** organisé début mars, qui a réuni près d'un millier de participants et **dont nous sommes seulement en train de mesurer les retombées, en termes de recrutement.**

Sans oublier ce grand projet d'actualité : la création d'une base de loisirs de 100 à 120 hectares qui développera, outre une extension du golf de Marly de 9 à 18 trous :

- Un important volet Environnement, avec notamment une réflexion sur la lutte contre les inondations (création d'une zone d'expansion de crue) ; le maintien voire le développement des Jardins ouvriers, la création d'une ferme pédagogique...

- Une nouvelle offre de Mobilité, avec la création de nouvelles voies de circulation (chemins de randonnées piétonnes, cyclistes...) ;

- L'aspect économique - en renforçant l'attractivité du territoire en matière de tourisme, en attirant les cadres des grands groupes industriels...

- le Logement - dans un esprit de mixité sociale - et le tertiaire (bureaux) ;

- Sans oublier le point le plus important :

les équipements ludiques pour toute la famille : base de loisirs, plan d'eau, skate-park...

Place à présent aux échanges et à la discussion.